

Blanquer utilise la crise pour détruire l'école publique et remettre en cause les statuts : NOUS N'ACCEPTONS PAS !

La FNEC FP-FO revendique le retrait immédiat de la loi sur « l'état d'urgence sanitaire », que le gouvernement vient de prolonger, toujours sans tests de dépistage systématique, sans masques, sans mesures réellement sanitaires. Il se donne les pleins pouvoirs pour imposer des conditions de reprise au service d'un objectif : précipiter la destruction des services publics, généraliser la déréglementation. Pleins pouvoirs également aux employeurs pour faire voler en éclats toutes les règles inscrites dans le Code du Travail, les conventions collectives et les statuts. Cet état d'urgence s'accompagne d'une remise en cause des libertés fondamentales sans précédent en temps de paix.

Les manifestations qui se sont multipliées ces derniers jours (hospitaliers, d'avocats...) sont la démonstration que le gouvernement n'a pas réussi à confiner les revendications. La FNEC FP-FO s'en félicite. Elle appelle ses syndicats et les militants FO à être à l'initiative sur le terrain de l'expression des revendications.

La pseudo- rentrée du mois de mai : une imposture

Après les avoir confinés et privés d'instruction pendant deux mois, le ministre renvoie les élèves sur le chemin de l'école. Mais est-ce vraiment l'école ? C'est un milieu hostile, dans lequel ils sont tenus de rester derrière leur table, sans contact avec qui que ce soit, dans lequel ils sont contraints de stationner dans la cour sur des emplacements signalés par des croix peintes au sol. Et on demande aux personnels de l'éducation nationale de faire respecter ces consignes ? Et pour respecter le nombre d'élèves accueillis au sein de chaque classe, il faudrait que les enseignants opèrent un tri, décidant quel élève a le droit ou pas d'aller à l'école ? C'est une situation insupportable.

Les personnels ne sont pas dupes de la mascarade gouvernementale qui consiste à contourner les revendications sanitaires et les exigences du CHSCT ministériel (des tests, des masques, l'entretien et la désinfection des locaux, de vraies protections...). Ils ne veulent pas cautionner un protocole « pseudo-sanitaire » qui transforme l'école en garderie.

Ce n'est pas ça, l'école publique

Les mairies sont sommées de prendre en charge les conditions de la reprise, interviennent dans l'organisation pédagogique des écoles, contre l'avis des enseignants, au mépris du statut et des conditions de travail des personnels. Ces interventions municipales sont le résultat de l'abandon volontaire des prérogatives de l'Education Nationale que vient de décider Blanquer.

Les enseignants se voient imposer une charge de travail insupportable avec le travail en distanciel et en présentiel, parfois pour suivre d'autres élèves que ceux de leur classe. Les obligations de service, le groupe classe sont ainsi remis en cause dans des dispositifs temporaires dont le ministre indique déjà qu'ils seraient « l'école de demain ».

... / ...

Dans la même logique, certains établissements d'enseignement supérieur annoncent déjà que les cours du premier semestre de la prochaine année scolaire seront organisés à distance.

Au même moment, des députés viennent de présenter une proposition de loi pour avancer vers le statut de directeur et la mise en place d'écoles autonomes : une véritable provocation ! Il y a donc bien une volonté d'utiliser la crise pour aller au bout de la territorialisation de l'école et remettre en cause les statuts, la liberté pédagogique, le baccalauréat, les examens nationaux.

Face à cette dérive inacceptable, le rejet s'approfondit

La FNEC FP-FO n'est pas la seule à le dire. Dans une récente tribune, des enseignants, formateurs, chercheurs, inspecteurs du premier et second degrés, inspecteurs généraux, directeurs académiques, cadres de l'administration centrale dénoncent le projet réactionnaire du ministre, la mise au pas des personnels, les réformes qui n'ont fait qu'accentuer les inégalités sociales, et l'instrumentalisation de la laïcité à des fins politiques. « *Nous observons, consternés, un système éducatif détourné de ses fondements républicains et de ses valeurs et ne pouvons nous taire.* »

La FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir pour refuser, résister, revendiquer !

Les personnels veulent de vraies garanties sanitaires, de vraies protections. Ils veulent le respect de leurs missions. Ils veulent l'arrêt des contre-réformes. Ils refusent la transformation de l'école en garderie.

Il est urgent de rétablir les conditions d'une scolarité normale pour tous les élèves.

La FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir (en respectant les mesures de sécurité, ou en visio), à prendre position pour s'opposer à cette entreprise de démolition de l'école publique et des statuts !

à Montreuil, le 18 mai 2020